ANNEXE 5 –

DIMENSIONS ET CARACTERISTIQUES DU PROJET ET
SUPERFICIE GLOBALE DE L'OPERATION

RUBRIQUES ICPE

Rubriques ICPE (1)	Situation autorisée suite à la dernière enquête publique		Situation actuelle connue du préfet		Projet seul pris isolément		Situation future du site (avec le projet).		Commentaire (4)	
	Quantité autorisée (dans l'unité de la nomenclature)	Régime (2)	Quantité autorisée (dans l'unité de la nomenclature)	Régime actuel de l'établissement (2)	Quantité demandée (dans l'unité de la nomenclature)	Régime (2) (3)	Quantité demandée	Régime du site (2)		
2940	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :</p> <p>a. Supérieure à 100 kg/j E</p> <p>b. Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j DC</p>	1000 kg/j	A (historique)	1000 kg/j	E	+ 100 kg/j	E	1100 kg/j	E	<p>Colle non étiquetée mise en œuvre</p> <p>Coefficient de 0,5 car colle non inflammable</p>
2410	<p>Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>1. supérieure à 250 kW E</p> <p>2. supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW D</p>	1400 kW	E	1400 kW	E	+ 1200 kW	E	2800 kW	E	

1510	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39.a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement A 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : <ol style="list-style-type: none"> a. Supérieur ou égal à 900 000 m³ A b. Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ E c. Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³ DC <p>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.</p>	<p>Volume de stockage de produits finis 45 m x 80 m x 9,5 m soit 34 200 m³</p> <p>Stockage de panneaux de bois : 1500 m3 soit 600 t</p>	DC	<p>Volume de stockage de produits finis 45 m x 80 m x 9,5 m soit 34 200 m³</p> <p>Stockage de panneaux de bois : 1500 m3 soit 600 t</p>	DC		NC		NC	<p>suite aux modifications des règles de classement, le site n'est plus soumis sous cette rubrique. Le stockage de produits finis relève de la rubrique 1532. La quantité de combustible autre que ceux relevant de la rubrique 1532 est inférieure à 500 tonnes.</p>
1532	<p>Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m³ A 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : <ol style="list-style-type: none"> a. Supérieur à 20 000 m³ E b. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³ D 	<p>Le volume de bois brut du parc à grumes est inférieur à 3000 m3. Le volume de bois de produits finis est au maximum de 1500 m3.</p> <p>Le volume total de bois présent sur le site est de 4500 m3.</p>	D	<p>Le volume de bois brut du parc à grumes est inférieur à 3000 m3. Le volume de bois de produits finis est au maximum de 1500 m3.</p> <p>Soit 2 650 m³ Le volume total de bois présent sur le site est de 4500 m3.</p>	D	<p>Le volume de bois de produits finis supplémentaire de 1000 m3.</p>	D	<p>Le volume de bois brut du parc à grumes est inférieur à 3000 m3. Le volume de bois de produits finis est au maximum de 2500 m3. Silo 1 : 850 m³ Silo 2 : 1800 m³</p> <p>Le volume total de bois présent sur le site est de 8150 m3.</p>	D	

2910	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW E 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW DC 	7 MW	DC	7 MW	DC	-	DC	7 MW	DC	1 chaudière de 7 MW avec uniquement les déchets de bois de peupliers
2915	<p>Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) étant supérieure à 250 l D 	Volume mis en œuvre : 70 tonnes soit 85 m3	D	Volume mis en œuvre : 70 tonnes soit 85 m3	D	-	D	Volume mis en œuvre : 70 tonnes soit 85 m3	D	Fluide caloporteur de point éclair de 225 °C Température d'utilisation : 200 °C

2160	<p>Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Silos plats : <ol style="list-style-type: none"> a. Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³ E b. Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³ DC 2. Autres installations : <ol style="list-style-type: none"> a. Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m³ A b. Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³. DC <p>Les critères caractérisant les termes de « silo », « silo plat », « tente » et « structure gonflable » sont précisés par arrêtés ministériels.</p>	<p>Volume stocké : Silo 1 850 m³ Silo 2 1800 m³</p> <p>Soit 2 650 m³</p>	NC	<p>Volume stocké : Silo 1 850 m³ Silo 2 1800 m³</p> <p>Soit 2 650 m³</p>	NC	-	NC	-	NC	Activité ne relevant plus de cette rubrique
2560	<p>Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure à 1 000 kW E 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW DC 	<p>Puissance de l'ordre de 100 kW</p>	NC	<p>Puissance de l'ordre de 100 kW</p>	NC	-	NC	<p>Puissance de l'ordre de 100 kW</p>	NC	Machines de l'atelier maintenance
2925	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW D 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs D 	25 kW	NC	25 kW	NC	-	NC	25 kW	NC	Puissance des chariots

4734 :	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a. Supérieure ou égale à 1 000 t A</p> <p>b. Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total E</p> <p>c. Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total DC</p>	Capacité de stockage 1500 litres soit 1,5 m3	NC	Capacité de stockage 1500 litres soit 1,5 m3	NC	-	NC	Capacité de stockage 1500 litres soit 1,5 m3	NC	Cuves aériennes pour l'alimentation du groupe sprinklage : - 1 cuve de 500 litres - 1 cuve de 1000 litres
--------	--	---	-----------	---	-----------	---	-----------	---	-----------	---

RUBRIQUES IOTA

Rubriques IOTA (5)		Situation actuelle connue du préfet		Projet seul pris isolément		Situation future du site (avec le projet).		Commentaire(7)
		Positionnement vis-à-vis du critère (dans l'unité de la nomenclature)	Régime actuel de l'établissement (6)	Positionnement vis-à-vis du critère (dans l'unité de la nomenclature)	Régime IOTA (6)	Positionnement demandé vis-à-vis du critère	Régime IOTA (6)	
3.2.3.0.	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha A 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha D Ne constituent pas des plans d'eau au sens de la présente rubrique les étendues d'eau réglementées au titre des rubriques 2.1.1.0., 2.1.5.0. et 3.2.5.0. de la présente nomenclature, ainsi que celles demeurant en lit mineur réglementées au titre de la rubrique 3.1.1.0. Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique.	Bassins de rétention 2 : 715 m3 Bassins de rétention 3 : 484 m3 Réserve incendie : 480 m3 Bassins de rétention 4 : 94 m3 Total : 1773 m3	D	/	/	Bassins de rétention 2 : 715 m3 Bassins de rétention 3 : 484 m3 Réserve incendie : 480 m3 Bassins de rétention 4 : 94 m3 Total : 1773 m3	D	
3.3.1.0.	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha A 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha D	9 000 m²	D	/	/	9 000 m²	D	

ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

1. Identifiez les principaux arrêté(s) ministériel(s) applicables à votre site en lien avec votre projet dans la zone ci-dessous.

Arrêté ministériel : référence	Respectez-vous l'ensemble des prescriptions de cet arrêté ? (1)	Commentaire
Arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion	Oui	-
Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement	Oui	-
Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation	Oui	-
Arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments	Oui	-
Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005	Oui	-
Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation	Oui	-
Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets	Oui	-
Arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence	Oui	-

Arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	Oui	-
Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation	Oui	-
Arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement	Oui	-
Arrêté du 25 janvier 2013 relatif à l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels afin de limiter les nuisances lumineuses et les consommations d'énergie	Oui	-
Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement	Oui	-
Arrêté du 3 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant	Oui	-
Arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration	Oui	-
Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910	Oui	-
Arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples	Oui	-

(1) Si vous cochez non, remplissez le point 2 suivant.

2. Liste des demandes de dérogation aux arrêtés ministériels et justifications.

Les dérogations à des textes nationaux doivent être limitées ; l'exploitant doit démontrer le caractère nécessaire de la dérogation et la demande doit être accompagnée de justifications solides, étayées pour être susceptibles de recevoir une suite favorable. Pour les arrêtés ministériels des sites soumis à autorisation, les dérogations ne sont pas acceptées sauf cas particuliers.

Référence de l'arrêté ministériel (article, date et nom de l'arrêté)	Libellé de la prescription initiale	Proposition de prescription modifiée, objet de la demande de dérogation	Justifications (caractère nécessaire de la modification ...). Mesures compensatoires.
Exemple : arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation	Exemple : article 31 : « <i>La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau</i> »	Exemple : « <i>La température des effluents rejetés doit être inférieure à 40 °C</i> ».	Exemple : - dépassement de la température de 30°C uniquement en période de canicule, cuve d'homogénéisation existante insuffisante pour abaisser suffisamment la température pendant cette période, - effluents rejetés après traitement vers la station d'épuration communale, - accord du gestionnaire du réseau et accord du gestionnaire de la station joints au dossier en annexe.